

# A L'APPROCHE DE L'ÉCHEANCE

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

SYNTHÈSE DU RAPPORT



**Une version abrégée du rapport *À l'approche de l'échéance, atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement* a été publiée en français et en espagnol. Pour consulter la version anglaise intégrale, veuillez cliquer sur le lien suivant : <http://www.undp.org/poverty/library.shtml>**

Janvier 2010

Le PNUD est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement, et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. L'analyse et les recommandations contenues dans le présent rapport expriment le point de vue de son auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des Nations Unies ou du Programme des Nations Unies pour le développement.

Copyright PNUD 2010  
Tous droits réservés  
Production : Etats-Unis d'Amérique

Programme des Nations Unies pour le développement  
One United Nations Plaza, New York, NY 10017, USA

**Conception :** Suazion, Inc. (NY, [suazion.com](http://suazion.com))  
**Production :** Consolidated Graphics (OH, [cgx.com](http://cgx.com))

En septembre 2000, les chefs d'État et de gouvernement du monde ont adopté la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, engageant leur nation vis-à-vis d'une nouvelle alliance internationale ayant pour objectif de réduire l'extrême pauvreté et d'augmenter les choix des pauvres. Un ensemble de cibles et d'objectifs mesurables, devant être atteints dans des délais impartis, pour combattre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes, à savoir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), furent inscrits au cœur même du programme mondial en matière de développement.

En 2005, le Sommet mondial réaffirma la place de choix occupée par les OMD parmi les priorités mondiales en matière de développement. Les nations, c'est-à-dire les pays en voie de développement tout comme les bailleurs de fonds, s'engagèrent fermement et sans équivoque à atteindre ces Objectifs d'ici 2015. Les engagements spécifiques pris par la communauté internationale comprenaient notamment 50 milliards USD de plus par an d'ici 2010 consacrés à la lutte contre la pauvreté (Sommet du G8 de Gleneagles) ainsi qu'un engagement de tous les pays en voie de développement en faveur de l'adoption de plans nationaux pour atteindre les Objectifs. Plus récemment, lors de la Réunion de haut niveau sur les OMD en 2008, les gouvernements ont promis 16 milliards USD de plus au soutien d'initiatives spécifiques.

En dépit de cela, plus d'un milliard de personnes, soit un sixième de la population mondiale, continuent de vivre dans une pauvreté extrême, sont mal nourries et manquent d'accès à l'eau potable, aux services sociaux et soins de santé nécessaires à une vie saine dans sa définition la plus simple. Dans de nombreux pays comptant parmi les plus pauvres, l'espérance de vie est la moitié de celle des nations les plus riches, 40 ans au lieu de 80. Les conséquences de ce niveau de pauvreté vont bien au-delà des sociétés

affectées. La pauvreté et l'inégalité sont des causes importantes des guerres civiles, des conflits violents et des échecs des États. Un monde dans lequel sévit la pauvreté extrême est un monde d'insécurité.

En outre, nous sommes désormais plus qu'à mi-chemin entre l'adoption des Objectifs et la date cible de 2015. Des progrès importants ont été réalisés et nombre de succès notables sont sources d'encouragement. Dans toutes les régions à l'exception de deux d'entre elles, le taux d'inscription à l'école primaire s'élève à au moins 90 pour cent. Environ 80 pour cent des enfants des pays en voie de développement se font désormais vacciner contre la rougeole, et 1,6 milliard de personnes de plus ont enfin accès à l'eau potable depuis 1990. Cependant, malgré des progrès importants vers l'atteinte de certaines cibles, il reste encore beaucoup à faire. Nombre d'Objectifs et de cibles sont susceptibles de ne pas être respectés en l'absence de mesures correctives et de renforcement supplémentaires qu'il est urgent de prendre.

Au rythme actuel des progrès, il est peu probable que la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour ne réduise de moitié en Afrique sub-saharienne d'ici 2015 ; dans les pays en voie de développement, un quart des enfants continuent d'être sous-alimentés, et 100 pays manqueront d'atteindre la parité entre les sexes dans le domaine de l'inscription dans l'éducation primaire et secondaire.

L'atteinte des OMD représente aujourd'hui d'autant plus un défi en raison de la menace accrue qui pèse sur l'environnement de développement. Un ralentissement économique général, une crise alimentaire d'une durée et d'une magnitude incertaines, et l'impact du changement climatique sur le développement affectent tous directement les efforts visant à réduire la pauvreté et à atteindre les OMD au sens large. Et, pour nombre de pays en voie de développement, il existe un risque de détérioration rapide même après que des progrès importants ont été réalisés.

*Des consultations variées ont été organisées sur le terrain afin d'identifier la raison pour laquelle les progrès réalisés sont inégaux, ce qui est nécessaire à l'accélération du rythme des progrès, et la façon dont les partenaires au développement peuvent aider au mieux les pays à atteindre ces importants objectifs de développement.*

**Tableau 1 : 30 pays évalués**

Afrique	Asie-Pacifique	Pays arabes	Europe et CEI	Amérique latine et Caraïbes
Botswana Éthiopie Ghana Malawi Mozambique Tanzanie Togo Sénégal Sierra Leone	Bangladesh Cambodge Inde Indonésie RDP Lao Mongolie Népal Timor-Leste Vanuatu	Bahreïn Irak Maroc Syrie Yémen	Albanie Arménie Kirghizistan Tadjikistan	Colombie Salvador Jamaïque

À ce carrefour, il est donc temps non seulement de faire le point mais aussi de prendre ces éléments en considération. Alors que le monde se prépare à marquer l'année 2010 par un sommet axé sur la revigoration de l'attention internationale tournée vers les OMD et avec moins de six ans avant 2015, nous devons nous efforcer au mieux de créer un élan nécessaire à la concrétisation des objectifs de développement préconisés dans la Déclaration du Millénaire et incarnés dans les OMD.

En décembre 2001, le Secrétaire général des Nations Unies a demandé à l'administrateur du PNUD, en sa capacité de président du groupe de développement des Nations Unies, d'agir en tant que responsable de campagne et d'assurer le suivi des OMD au sein du système des Nations Unies. Au cours des huit dernières années, à chaque stade, le système des Nations Unies s'est aligné derrière les gouvernements nationaux en soutien à l'atteinte des OMD d'ici 2015. Cet engagement de l'organisation s'est reflété dans le Plan stratégique et le cadre de financement pluriannuel du PNUD (2008-2011) qui soulignent le « besoin urgent d'une recrudescence des efforts de la communauté internationale comme condition à la réalisation des objectifs de développement du millénaire d'ici 2015 pour tous les pays en voie de développement, en particulier pour ceux qui sont le moins développés, ceux qui n'ont pas accès à la mer et les petites îles qui forment des états en voie de développement ».

Le PNUD a soutenu les OMD à l'échelle mondiale, régionale et nationale et, au fil du temps, ce soutien a évolué, pour refléter un engagement plus dynamique, plus

profond et plus large vis-à-vis des OMD. Entre 2001 et 2005, le soutien du programme s'est élargi afin d'inclure entre autres les initiatives suivantes :

- **La planification du développement basée sur les OMD :** le suivi, le signalement et le diagnostic fondés sur les OMD, y compris les évaluations des besoins OMD, et les cadres fiscaux et macroéconomiques en accord avec la pauvreté ont été soutenus en vue d'élargir les options et les choix politiques pour renforcer les capacités nationales à atteindre les OMD ;
- **La mise en œuvre d'initiatives axées sur les OMD :** ces initiatives s'articulent autour d'un certain nombre de domaines et programmes OMD, y compris l'atténuation du VIH, la gouvernance de l'eau, l'accès des plus pauvres à l'énergie, et les transferts monétaires conditionnels qui fonctionnent comme un mécanisme de réduction de la pauvreté et de la malnutrition. De tels efforts ont été adaptés de manière à répondre à tout un éventail de défis en matière de développement, et sont souvent uniques à la situation d'un pays et aux priorités de développement à l'échelle locale ;
- **La sensibilisation aux OMD :** à l'échelle mondiale, régionale et nationale, le PNUD a cherché à consolider son soutien aux OMD par le biais de campagnes de sensibilisation, et a travaillé de concert avec ses partenaires afin de mobiliser l'engagement et les capacités de toutes les sections de la société et de susciter une prise de conscience des Objectifs.



Au vu de l'évolution rapide de l'environnement de développement et des délais impartis serrés pour la réalisation du programme des OMD, le PNUD a entamé un examen des OMD tourné vers l'avenir visant à évaluer où l'accent doit être placé pour mieux soutenir les partenaires dans leurs efforts de réalisation des Objectifs de développement du millénaire. Cet examen a pour principal objectif d'évaluer les facteurs qui façonnent les progrès réalisés dans un pays, d'identifier les goulots d'étranglement et les contraintes qui pèsent sur les progrès, et d'évaluer la façon dont le PNUD peut prêter son assistance aux partenaires au développement dans leurs efforts visant à concrétiser ces aspirations de développement fondamentales. Bien qu'il soit clair que le PNUD et le système des Nations Unies au sens large ne puissent pas porter à eux tout seuls la charge de résorber ces goulots d'étranglement, il est également vrai qu'au cours des six prochaines années, la réalisation d'avancées dans le domaine des OMD nécessitera que le soutien de tous les partenaires au développement, et en particulier celui du PNUD, soit beaucoup plus stratégique et efficace.

Ce rapport tire parti des résultats des évaluations OMD qui ont été conduites dans 30 pays de mars à mai 2009 (Tableau 1), et illustrent les principaux résultats de ces examens tournés vers l'avenir. Des consultations variées ont été organisées sur le terrain avec les homologues des gouvernements, la société civile et les partenaires au développement afin d'identifier la raison pour laquelle les progrès réalisés vers l'atteinte des OMD sont inégaux, ce qui est nécessaire à l'accélération du rythme des progrès, et la façon dont les partenaires au développement tels que le PNUD peuvent aider au mieux les pays à atteindre ces importants objectifs de développement (Annexe 1). Dans le présent rapport, les informations qui ne sont pas attribuées explicitement à une source sont tirées des évaluations des OMD des pays.

Les évaluations corroborent les résultats des études menées précédemment, discutés dans ce rapport, qui indiquent que les progrès nationaux vers les OMD sont fondamentalement façonnés par la situation d'un pays au sein de l'économie mondiale, par ses propres politiques, à savoir si elles sont conformes à la poursuite d'une croissance inclusive et générale, et par les programmes du secteur qui se rapportent à la réalisation d'Objectifs différés. Les progrès des OMD sont également liés aux pratiques de bonne gouvernance et aux capacités institutionnelles qui sont essentielles à la création d'un environnement favorable et nécessaire à la mise en œuvre des politiques et

programmes et à la réalisation des OMD. La disponibilité de ressources fiscales appropriées ainsi que l'aide nationale et l'aide étrangère au développement (AED) et leur acheminement efficace en soutien à ces priorités dans le domaine du développement constituent également un facteur clé.

Il est clair qu'à l'approche de 2015, l'accélération des progrès vers les OMD dépendra de l'identification et de l'élimination des contraintes et goulots d'étranglement dans chacun de ces domaines. Et tous ont leur importance. Des politiques sans institutions efficaces pour les mettre en œuvre sont inefficaces. Des politiques et institutions sans ressources sont inefficaces. L'extraordinaire diversité qui existe entre les pays, voire au sein d'une même région, eu égard à leurs conditions, institutions et structures de gouvernance particulières implique que l'accélération des progrès vers la réalisation des OMD dépendra des conditions, opportunités et contraintes spécifiques à chaque pays. Aucun projet unique ne fera l'affaire.

Ce rapport va au-delà d'un simple diagnostic des contraintes et goulots d'étranglement spécifiques des pays. Il souligne également les politiques, programmes sectoriels et pratiques de gouvernance démocratique qui ont eu un impact avéré sur l'amélioration des capacités et le bien-être des pauvres. Le rapport identifie en outre les domaines clés dans lesquels le renforcement des capacités et la cohérence politique sont nécessaires pour accélérer les progrès réalisés dans le domaine des OMD.

Enfin, comme le montrent de manière saisissante les récents bouleversements qui sont survenus à l'échelle mondiale, une chose acquise ne l'est pas nécessairement pour toujours. La réalisation de progrès vers les OMD n'implique pas que leur rythme peut être soutenu. Les défis émergents en matière de développement apportent leur lot de risques nouveaux, tels que le changement climatique, qui peuvent avoir un impact direct sur les modèles agricoles et les ressources foncières et en eau. Les mesures visant à accélérer le rythme des progrès doivent s'accompagner de mesures visant à protéger les nouveaux acquis. Au bout du compte, les accomplissements des OMD ne seront significatifs que s'ils sont maintenus à travers le monde au-delà de 2015 et si les objectifs de développement humain qu'ils incarnent sont réalisés dans ces pays et pour ces personnes auxquelles la Déclaration du Millénaire était destinée.

Le chapitre un examine le processus par lequel les OMD, qui font désormais partie intégrante du discours politique de nombre de pays en voie de développement,

guident à la fois les stratégies de réduction de la pauvreté et les cadres de développement nationaux. Les organisations de la société civile ont joué un rôle essentiel à cet égard, prouvant que la réalisation des OMD est fondamentalement liée à la réalisation d'un espace politique plus grand et à l'octroi d'une place aux voix des populations affectées par la pauvreté et l'exclusion. En liant les objectifs pertinents aux programmes de développement nationaux et locaux, et en favorisant un dialogue approfondi et un meilleur processus participatif en faveur de l'implication des citoyens et de leur engagement au sens large, les organisations de la société civile ont joué un rôle essentiel, accordant toute leur pertinence aux OMD par rapport au contexte particulier d'un pays particulier. Surtout, l'appropriation nationale des OMD sera fondamentale à la réalisation de progrès rapides vers les OMD et à leur caractère durable.

En dépit de ces processus nationaux, les preuves disponibles quant aux accomplissements en matière des OMD concourent à démontrer qu'il existe une différence considérable entre les pays. Les progrès varient beaucoup d'un pays à l'autre, d'un objectif à l'autre, même au sein d'une même région. Certains pays semblent avoir fait des progrès réguliers vers la réalisation de nombre d'OMD tels que la pauvreté monétaire, l'éducation primaire ou encore la parité entre les sexes dans l'éducation, alors que d'autres ont accusé un renversement de tendance par rapport à certaines cibles tout en réalisant quelques progrès vis-à-vis de certaines autres. Fait révélateur, la plupart des pays semblent avoir réalisé des progrès insuffisants vers l'atteinte des cibles dans les domaines de l'assainissement et de la mortalité maternelle.

En dépit de progrès importants, si la tendance actuelle se poursuit, la plupart des pays en voie de développement sont peu susceptibles de parvenir à respecter beaucoup de leurs objectifs. Les Nations Unies, la Banque mondiale et les ONG s'accordent plus ou moins sur ce point.

Les récents événements qui sont survenus à l'échelle mondiale tels que la crise économique et financière et la flambée des prix du pétrole et des aliments menacent d'éroder les acquis qui furent si difficiles de réaliser, nous rappelant que dans un monde où l'interdépendance est de plus en plus la norme, aucun pays n'est à l'abri des chocs externes et que le maintien des accomplissements réalisés dans le cadre des OMD nécessitera que les pays adoptent des stratégies de gestion des chocs et des risques pour empêcher les revers ou du moins en atténuer les effets négatifs.

Le chapitre deux prend comme point de départ l'idée selon laquelle la crise économique actuelle et la volatilité des marchés mondiaux ont exacerbé les défis existants en matière de développement et exposé les vulnérabilités sous-jacentes de nombre de pays en voie de développement. Ces vulnérabilités inhérentes, accompagnées des conditions nationales spécifiques à un pays, jouent cependant un rôle encore plus fondamental dans la détermination des résultats des OMD que les chocs externes. Toutefois, la façon dont un pays articule ses priorités en matière de développement, la façon dont ces priorités sont reflétées dans les politiques et programmes et comment il tire parti de ses opportunités au sein d'un système mondial sont essentiels pour tracer et définir les progrès OMD à l'échelle nationale.

À l'échelle macroéconomique, les preuves montrent que la poursuite de politiques de croissance inclusive et généralisée est porteuse de bénéfices en termes de réduction de la pauvreté. Les pays dotés d'une « croissance plus égalitaire » affichent en moyenne des taux de croissance économique supérieurs et une meilleure réduction de la pauvreté par comparaison aux autres pays, indiquant qu'une croissance plus répandue dans le cadre de laquelle les pauvres sont inclus dans les avantages et opportunités qu'offre le processus de croissance est un facteur clé de l'accélération des progrès de développement. Ceci prend tout son sens lorsque la croissance augmente le revenu des pauvres en les absorbant dans les opportunités d'emploi et en augmentant leur revenu réel. Les pays les plus défavorisés en termes de lien entre la croissance, l'inégalité et la pauvreté semblent être les pays les moins développés qui dépendent de l'agriculture.

En l'absence d'une croissance généralisée, il n'était pas anormal de voir que les pauvres pouvaient tout simplement ne pas bénéficier du tout de la croissance. La pauvreté chronique et la persistance de l'exclusion pouvaient coexister avec une croissance importante. Et la pauvreté pouvait être plus prononcée dans certaines régions et parmi certains groupes de populations vulnérables et exclues. Pour s'attaquer au problème de la pauvreté, il est nécessaire de disposer de programmes et de politiques ciblant les régions et les groupes défavorisés. Le rapport souligne les différents types de programmes et de politiques que les pays ont adoptés afin de surmonter les inégalités, de s'attaquer à l'exclusion et de promouvoir une croissance généralisée et partagée.

Le rapport soutient qu'il est important de se concentrer sur une croissance généralisée, et pas seulement du point de vue de la réalisation de l'objectif de réduction de

la pauvreté monétaire. Une meilleure croissance débouche souvent sur des revenus publics plus élevés, ce qui permet à son tour de dépenser davantage d'argent dans les services publics qui sont indispensables aux progrès des OMD, y compris l'éducation, les soins de santé et les infrastructures publiques pour l'eau potable et l'assainissement. Bien que l'accroissement des dépenses ne se traduise pas automatiquement par une meilleure performance des indicateurs OMD, les ressources publiques peuvent être mises à profit afin d'accélérer la réalisation des OMD si elles sont consacrées à des programmes efficaces et bien ciblés.

La conception des politiques sectorielles et la sélection de programmes appropriés influencent également les progrès OMD. Par exemple, en dépit du fait que la sécurité alimentaire constitue un objectif de développement clé de nombre de pays, le secteur agricole est ignoré depuis des décennies et il n'est pas surprenant que la prévalence de la faim continue de poser un défi dans nombre de pays à travers des régions différentes. La réponse en termes de programmes eu égard à l'atténuation de la faim a varié considérablement d'un pays à l'autre et comprend des initiatives telles que les programmes « vivres contre travail », les transferts monétaires conditionnels et les programmes nutritionnels dans les écoles. Bien qu'un certain nombre de ces programmes aient apporté une contribution notable, la prévalence de la faim persiste à une grande échelle. Le rapport souligne que la sélection des programmes et leurs adéquation et cohérence vis-à-vis des objectifs des politiques du secteur jouent un rôle significatif dans la détermination des progrès réalisés dans le domaine des OMD.

Enfin, le chapitre deux met l'accent sur le fait que dans un monde où l'interdépendance est de plus en plus la norme, l'espace politique national est lui-même assujéti aux forces mondiales et aux règles régissant le secteur financier et le commerce international. Pour cette raison,

une cohérence des politiques, tout particulièrement eu égard au commerce et à la finance, est également requise à l'échelle mondiale afin de soutenir les résultats des OMD à l'échelle nationale.

Le chapitre trois souligne le rôle critique de la gouvernance démocratique dans la réalisation des OMD. En mettant l'accent sur les moyens par lesquels les objectifs de développement se traduisent en résultats, la gouvernance démocratique répond à la question du comment, à savoir des processus, institutions et systèmes qui contribueront à déboucher sur des résultats collectivement acceptables. Les valeurs et les principes de la gouvernance démocratique permettent aux gens, et en particulier aux pauvres et aux groupes marginalisés, d'avoir voix au chapitre sur la façon dont ils sont gouvernés et dont les décisions sont prises et mises en œuvre, sur la façon dont les opinions divergentes sont examinées et les conflits d'intérêts sont réconciliés conformément aux principes du droit. En tant que telle, la gouvernance démocratique est perçue comme essentielle à la création d'un environnement propice aux progrès des OMD et à l'imprégnation des institutions nationales et locales avec les systèmes, processus et valeurs qui respectent les libertés fondamentales et les droits de l'homme: un environnement dans lequel les pauvres peuvent obliger leur dirigeant à rendre des comptes et sont protégés des actions arbitraires dans leur vie par le gouvernement, les institutions privées et autres forces, et dans lequel les instances dirigeantes sont réceptives et responsables.

Comme l'indiquent les évaluations effectuées dans les pays, les déficits de gouvernance constituent un facteur important qui façonne les progrès OMD, en grande partie en raison du fait que nombre de services nécessaires à la réalisation des OMD sont financés par les fonds publics, tels que l'éducation, les soins de santé, l'accès à l'eau ou encore l'assainissement. Les déficits de gouvernance sont étroitement liés aux faiblesses de la mise en œuvre des

*En fin de compte, les progrès vers les OMD ne seront significatifs que s'ils sont maintenus à travers le monde au-delà de 2015 et si les objectifs de développement humain qu'ils incarnent sont réalisés dans ces pays et pour ces personnes auxquelles la Déclaration du Millénaire était destinée.*

politiques et des programmes. Dans nombre de pays, les contraintes qui pèsent sur les capacités nationales affaiblissent encore davantage les capacités de mise en œuvre des institutions clés.

Le chapitre quatre est axé sur les circonstances spéciales auxquelles les pays en situation de crise et post-conflit font face alors qu'ils tentent de faire des progrès dans le domaine des OMD. Il est soutenu que la plupart des problèmes auxquels les pays post-conflit sont confrontés semblent similaires à ceux de nombre de pays pauvres qui ont évité les conflits. Cependant, les distorsions et la destruction causées par la guerre augmentent le coût des défis en matière de développement des pays post-conflit. Pourtant, l'idée de chercher à atteindre les cibles des OMD peut représenter un moteur puissant de redressement post-conflit et de mobilisation dans la mesure où le processus ne porte pas préjudice en termes de majoration des risques de conflit. Il existe trois mesures spécifiques qui sont essentielles à l'accélération des progrès vers les OMD dans des contextes post-conflit, à savoir la réduction des inégalités horizontales, l'intégration de la composante conflit dans les programmes OMD et l'adoption d'une approche désagrégée aux évaluations des OMD.

Le chapitre cinq expose l'argument selon lequel dès le début la question de l'obtention du financement des investissements dans les OMD a été la priorité numéro un de la communauté internationale du développement. Dans la plupart des pays en voie de développement, l'accélération des progrès vers les OMD nécessitera une augmentation des dépenses publiques par rapport à leurs niveaux actuels. Les premières années, beaucoup d'efforts furent fournis afin de mobiliser des AED supplémentaires en soutien aux OMD, tout particulièrement pour les pays dépendant de l'aide humanitaire. Il est de plus en plus courant désormais de se concentrer davantage sur un élargissement visant à inclure d'autres dimensions de l'espace fiscal en vue de mobiliser des ressources supplémentaires au profit des OMD.

Les évaluations des pays ont souligné l'importance de l'expansion de l'espace fiscal, en se concentrant tout particulièrement sur les mécanismes d'amélioration de la mobilisation des revenus nationaux. L'obtention d'un financement en faveur de l'accroissement des investissements publics ne garantit toutefois pas en soi que les OMD soient atteints. Cet objectif nécessite également l'établissement d'un ordre de priorité et l'affectation des ressources d'une manière qui soit le plus favorable possible à la réalisation des OMD. De plus, pour les pays dépendant de l'aide humanitaire, les pratiques qui régissent

l'efficacité de l'aide sont également très importantes pour les résultats des OMD.

En résumé, l'extraordinaire diversité qui existe entre les pays eu égard à leurs performances en matière d'OMD reflète un ensemble de conditions, d'opportunités et de contraintes uniques. Dans chaque pays, les progrès réalisés vers les OMD ont été déterminés par les trois facteurs clés suivants :

- La cohérence et les choix des politiques qui régissent la façon dont un pays participe à l'économie mondiale, et si les politiques nationales contribuent à une croissance généralisée à la fois à l'échelle macroéconomique et du secteur ;
- Les déficits de gouvernance et des capacités multiples qui sapent la création d'un environnement favorable et indispensable à l'atteinte des progrès OMD ;
- Les contraintes fiscales, à la fois nationales et AED, et les pratiques d'assistance au développement qui limitent la capacité à accroître les investissements publics nécessaires en vue de garantir des résultats dans le cadre des OMD.

Tous ces facteurs sont essentiels à la détermination des résultats OMD. Des politiques sans institutions efficaces pour les mettre en œuvre sont inutiles. Des politiques et des institutions sans personnel professionnel et qualifié et autres ressources clés sont inefficaces. Même si ces facteurs sont indispensables à la réalisation de résultats dans le domaine des OMD dans chaque pays, ils sont en soi insuffisants en l'absence de volonté politique ou d'appropriation nationale du programme OMD. En effet, il a été noté à maintes reprises que s'il existe une leçon primordiale en matière de réalisation de résultats dans le domaine du développement et de leur durabilité, c'est bien l'importance de l'appropriation nationale.

L'accélération des progrès vers les OMD devra donc être adaptée afin de refléter les conditions, opportunités et contraintes spécifiques à un pays. Aucun modèle unique ne fera l'affaire.

Les évaluations OMD de 30 pays prouvent clairement qu'en présence d'une volonté politique et d'un engagement d'envergure vis-à-vis du programme national des OMD, lorsque les choix politiques s'alignent sur les objectifs de réduction de la pauvreté et l'atteinte de résultats de développement, lorsque les institutions et processus nationaux s'imprègnent des pratiques de gouvernance démocratique et sont soutenus par des ressources et capacités fonctionnelles adéquates, des résultats et des progrès en matière de développement peuvent en effet être atteints.



Au cours de ces neuf dernières années, le PNUD a eu pour priorité de soutenir les pays afin qu'ils atteignent les OMD. Le plan stratégique et le cadre de financement pluriannuel du PNUD (MYFF) qui dictent l'affectation des ressources et le centre d'intérêt des programmes de l'organisation reflètent clairement cette priorité. Le MYFF stipule : « les objectifs stratégiques énoncés dans le MYFF 2004-07 ont été influencés par la Déclaration du Millénaire et les Objectifs du Millénaire pour le développement qui étayent toutes les activités du PNUD pour cette période ». Au cours de ces premières années, les programmes du PNUD étaient en grande partie axés sur la sensibilisation aux OMD, leurs suivi et signalement. Un tel soutien « aide à guider les débats nationaux sur les OMD en faisant la promotion de l'appropriation nationale des OMD, en établissant des dialogues nationaux pour adapter les OMD au contexte spécifique à chaque pays et en galvanisant les efforts nationaux autour des OMD » (MYFF 2004-07).

Au fil des ans cependant, le soutien du PNUD a subi des transformations périodiques reflétant un engagement approfondi et plus vaste vis-à-vis des OMD. Au cours du Sommet mondial 2005, une réunion de suivi du Sommet du millénaire des Nations Unies qui avait eu lieu en 2000, les représentants de 191 États Membres ont pris la résolution « d'adopter et de mettre en œuvre des stratégies de développement nationales afin d'atteindre les objectifs de développement, et notamment les objectifs de développement du millénaire ». Pour leur part, les pays développés ont affirmé leur engagement vis-à-vis de l'accroissement de l'aide au développement à hauteur de la cible convenue de 0,7 pour cent du PIB. Le sommet et ses conclusions marquèrent également un tournant important dans la mesure où les OMD ne seraient plus simplement des Objectifs auxquels aspirer mais bel et bien des cibles opérationnelles à respecter dans des délais impartis et pouvant faire l'objet des efforts de planification nationale. Le soutien du PNUD s'élargit afin de renforcer les capacités

nationales et rendre opérationnelles les cibles OMD dans le contexte des plans nationaux et des stratégies de développement des pays.

Le Plan stratégique du PNUD 2008-2011 souligne le besoin urgent d'un renforcement des efforts de la communauté internationale comme condition à la réalisation des OMD d'ici 2015 pour tous les pays en voie de développement, en particulier pour ceux qui sont le moins développés, ceux qui n'ont pas accès à la mer et les petites îles qui forment des états en voie de développement. Il met l'accent sur le fait que l'efficacité du développement repose sur les principes d'appropriation nationale, de gestion efficace de l'aide et de la coopération Sud-Sud. En outre, le Plan stratégique a pour thème la « croissance inclusive », afin d'attirer l'attention sur les laissés-pour-compte dans un monde d'affluence comme d'inégalités accrues. À moins de six ans de la date butoir de 2015, dans le contexte d'un environnement mondial en pleine évolution et de nouveaux défis de développement qui font leur apparition, comment le PNUD peut-il mieux investir ses ressources afin d'aider les pays à accélérer les progrès qu'ils font dans le domaine des OMD tout en remplissant ses propres objectifs stratégiques ?

En s'appuyant sur les preuves présentées dans les chapitres précédents, l'assistance que prête le PNUD pourrait être mieux orientée et plus stratégique. D'un point de vue tactique, il faudrait se concentrer sur l'aide aux pays visant à éliminer les contraintes et les goulots d'étranglement qui les empêchent d'accélérer le rythme des progrès vers la réalisation des OMD.

Bien qu'il soit clair que le PNUD et même le système de l'ONU au sens large ne puissent pas porter à eux tout seuls la charge de résorber ces goulots d'étranglement, il est également vrai que le soutien existant peut être beaucoup plus efficace. Pour aller de l'avant, il est recommandé qu'afin de mieux soutenir l'accélération de la réalisation des OMD à l'échelle nationale, le PNUD prenne les mesures suivantes :

*La gouvernance démocratique est considérée comme essentielle aux fondements et à l'ancrage des accomplissements OMD, ainsi qu'à la création d'un environnement propice au maintien de tels accomplissements.*

## *Le maintien des accomplissements réalisés dans le cadre des OMD exigera une plus grande dépendance vis-à-vis des ressources nationales en vue de financer le développement à plus long terme.*

### ■ **Mettre sur pied des alliances en faveur d'une action nationale synchronisée**

Au vu du fait que les OMD font désormais partie intégrante des cadres de planification nationaux de nombre de pays en voie de développement, le PNUD doit apporter son soutien et son appui aux processus nationaux et à l'appropriation du programme des OMD. La réalisation des OMD nécessitera un travail de coopération avec entre autres les hommes politiques, les partenaires de la société civile, les fonctionnaires, d'autres agences onusiennes et les partenaires au développement. Grâce à une médiation des idées et des alliances à l'échelle nationale, le PNUD peut jouer un rôle de catalyseur en soutenant la réalisation des OMD. Comme le Secrétaire général l'a décrit dans sa feuille de route pour la mise en œuvre des OMD, l'un des objectifs importants quoique moins connus des OMD consiste à mobiliser le « pouvoir populaire » dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Et, alors que nous faisons le point sur la mesure dans laquelle les OMD ont contribué à la réduction de la pauvreté, de l'analphabétisme et des maladies, il est important de reconnaître que la capacité à galvaniser des millions de personnes à travers le monde afin qu'elles obligent leurs gouvernements à leur rendre des comptes représentera un facteur décisif et indispensable à la durabilité des OMD réalisés.

### ■ **Mettre à profit des pratiques de gouvernance démocratique pour améliorer les déficits de mise en œuvre**

Les preuves sont là : en l'absence de processus, systèmes et institutions efficaces et responsables et de volonté politique, les gains économiques ne se traduisent pas automatiquement en résultats de développement ou OMD réalisés. Les déficits de gouvernance démocratique, y compris l'absence de l'état de droit, l'absence de cadres de participation juridique pour les pauvres, de stabilité politique, de responsabilisation et la corruption, minent à la fois les institutions et les capacités de mise en œuvre nationales.

Dans les pays post-conflit et en transition, ces déficits sont d'autant plus marqués. Les déficits de gouvernance ont été attribués à une mauvaise prestation des services en raison d'un manque de coordination et de fautes de conception ; d'un manque de flexibilité dans la mise en œuvre et la conception des programmes ; d'une approche incohérente à la conception des mécanismes de prestation ; d'un suivi faible et des évaluations de résultats insuffisantes qui, si elles sont faites correctement, peuvent contribuer à une prestation de service plus efficace. Par conséquent, la gouvernance démocratique est le lien qui traduit les objectifs en résultats de développement concrets. Le soutien et le renforcement des pratiques de gouvernance démocratique et la création d'institutions responsables et réceptives seront indispensables au maintien des résultats OMD.

Puisant dans sa riche expérience et son soutien d'envergure au renforcement des capacités et au processus de gouvernance démocratique, le PNUD peut jouer un rôle critique dans l'identification des déficits de gouvernance des programmes nationaux et le renforcement de ces derniers, qui entretiennent le plus clairement un lien avec les résultats des OMD. Dans ce contexte, le partage des connaissances et des expériences, et des instruments et des leçons de ce qui a bien marché par le passé peut s'avérer important pour l'encouragement et la promotion d'une gouvernance démocratique efficace en soutien à la réalisation des OMD.

### ■ **Favoriser les options de politiques, la cohérence des politiques et l'adéquation des programmes en faveur des avancées réalisées dans le domaine des OMD**

L'importance des choix de politiques nationales dans la promotion de l'accélération de l'atteinte des cibles OMD semble être corroborée par une abondance de preuves. Des politiques de croissance inclusive et généralisée ainsi que des programmes et politiques qui remédient aux inégalités de croissance seront indispensables non seulement à la réalisation de progrès vers les OMD mais aussi à leur maintien.

Le présent rapport semble indiquer que la croissance dans le secteur agricole est indispensable à la promotion de la réduction de la pauvreté. La croissance agricole dépend des investissements dans les infrastructures rurales, les marchés, la finance et la recherche et le développement mais les investissements dans ces domaines ont été lents à l'échelle mondiale. Des politiques commerciales discriminatoires et une AED en déclin au profit de ce secteur n'ont pas aidé la situation, et de nouveaux défis ont également fait leur apparition, y compris la baisse des ressources naturelles.

Les politiques de lutte contre la faim et celles relatives à la sécurité alimentaire doivent se concentrer sur les communautés et les zones rurales et inclure une assistance aux agriculteurs à petite échelle, améliorer la sécurité du régime foncier, promouvoir l'accès des sans-terres à la terre, créer des institutions rurales, élargir les options de financement et éliminer le parti pris social et juridique contre les femmes travaillant dans le secteur agricole. Des programmes de filet de sécurité peuvent s'avérer être des mesures importantes pour s'attaquer aux problèmes de la faim et de la sécurité alimentaire ainsi qu'aux autres défis liés aux OMD.

En fin de compte, les pauvres partagent les bénéfices de la croissance lorsque leurs revenus augmentent par le biais d'opportunités d'emplois de qualité. Les politiques ont besoin de cibler la création d'emplois parmi les groupes les plus vulnérables, y compris parmi les femmes, les jeunes et les populations rurales. Les réponses des programmes devraient aller au-delà du recyclage professionnel, de la génération des revenus et des programmes portant sur les moyens d'existence, et devraient mettre l'accent sur la création d'emplois dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les programmes d'emplois à grande échelle peuvent représenter des mécanismes efficaces et devraient être intégrés à toute stratégie durable de réduction de la pauvreté.

Les stratégies du secteur et les interventions des programmes, et notamment les rapports entre stratégies du secteur et stratégies macroéconomiques, doivent également être bien alignés sur la réalisation des OMD et la soutenir. À l'échelle nationale, le PNUD peut jouer un rôle dans la promotion de l'apprentissage et de l'adaptation des pratiques et des interventions des programmes et des politiques, qui sont connus pour avoir débouché sur des résultats avérés. Comme nous l'avons indiqué dans le présent rapport, avant de pouvoir faire figure de pratiques à succès, les bonnes pratiques exigent en règle générale plusieurs types d'interventions et une quantité considérable d'adaptation aux contextes locaux.

Le PNUD doit soutenir ses homologues nationaux afin qu'ils renforcent leurs capacités à adopter, adapter et accroître l'utilisation de telles pratiques. Le besoin de cohérence politique n'est pas simplement une question nationale. Comme le présent rapport l'a souligné, les événements mondiaux tels que la récente crise économique et financière, la volatilité des prix des matières premières et les nouveaux défis posés par le changement climatique ont tous des répercussions sur la capacité des pays à faire des progrès durables vers les OMD. Le PNUD devrait défendre l'adoption de mesures d'atténuation des risques, en particulier dans les domaines de l'assurance santé, de l'assurance intempéries et de la gestion des risques agricoles, à l'échelle nationale, et la mobilisation des partenaires au développement afin de renforcer les capacités nécessaires à leur réalisation. En outre, le PNUD devrait jouer un rôle plus dynamique sur la scène politique mondiale afin de prendre fait et cause pour la cohérence des politiques, tout particulièrement dans ces domaines indispensables à la détermination des résultats des OMD en matière de sécurité alimentaire, accords commerciaux mondiaux et architecture financière mondiale. Les barrières douanières agricoles, la volatilité des prix des matières premières et les mécanismes de financement restreints font tous pencher la balance contre la réalisation de progrès nécessaires et le maintien des OMD réalisés.

#### ■ Mobiliser et établir un ordre de priorité de financement en faveur des investissements OMD

La contrainte fiscale pose un grave défi à nombre de pays en voie de développement et tout particulièrement aux pays les moins développés. Les fonds limités affectent la capacité des pays à accroître les dépenses publiques devant être investies dans les OMD. En ce qui concerne les pays dépendant de l'aide humanitaire, des niveaux plus élevés d'AED à moyen terme et une efficacité accrue de l'aide représentent des conditions indispensables à l'accélération des progrès vers les OMD. Le maintien des accomplissements réalisés dans le cadre des OMD exigera cependant une plus grande dépendance vis-à-vis des ressources nationales en vue de financer le développement à plus long terme. À l'échelle mondiale, le PNUD devrait continuer de plaider en faveur d'une AED accrue en soutien aux OMD tel que reflété dans les Scénarios de Gleneagles qui ont été préparés pour plusieurs pays. Parallèlement, le PNUD devrait renforcer les capacités nationales à mobiliser des revenus nationaux supplémentaires et mieux contribuer à la promotion de l'efficacité de l'aide en soutien aux programmes OMD nationaux.

*Cette revue innovante des OMD évalue  
où mettre l'accent dans les années à venir  
afin de soutenir les partenaires dans la  
réalisation des OMD.*

# A L'APPROCHE DE L'ÉCHEANCE

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

SYNTHÈSE DU RAPPORT



**Programme des Nations Unies pour le développement**

One United Nations Plaza

New York, NY 10017, USA

Tel. (212) 906-5000, Fax (212) 906-5001

[www.undp.org/french](http://www.undp.org/french)